

## Les entreprises davantage ciblées

Jean-Michel LAHIRE



*Sur le blog de Lockbit, le statut de Thales est passé jeudi à « publié ». Le groupe a fait du vol de données et de l'extorsion de fonds une véritable industrie. Photo Ebra J.-M. L.*

**Les pirates ont mis leurs menaces à exécution : des centaines de données appartenant au groupe Thales viennent d'être publiées. Et le cas du groupe français d'électronique est loin d'être isolé.**

Spécialisé dans la défense, l'aérospatiale, la sécurité et le transport, le groupe français faisait l'objet depuis le 31 octobre d'une tentative de chantage de la part de Lockbit, un des gangs de cybercriminels les plus actifs actuellement. Soit Thales payait, soit ses données étaient divulguées.

C'est finalement ce qui s'est produit jeudi, avec la publication sur le dark web de plus de 9 Go de données : mémos, courriers, comptes rendus de réunions, modes d'emploi... Rien de très sensible, selon les documents que nous avons pu consulter : on y trouve par exemple des documents liés à la fourniture d'équipements pour la navigation aérienne en Malaisie, ou de systèmes de paiement de transports en commun en Italie.

Dans un communiqué, Thales a affirmé jeudi qu'il n'y avait pas eu d'intrusion dans ses systèmes et que ses experts avaient identifié l'une des deux sources probables de la fuite. À savoir le « compte d'un partenaire sur un portail d'échange dédié qui a conduit à la divulgation d'un volume limité d'informations ».

Ce nouveau piratage confirme la menace croissante pesante que font peser les cybercriminels sur les entreprises françaises. Et la montée en puissance de Lockbit, le gang qui développe et exploite également le rançongiciel du même nom. C'est ce même groupe qui s'était avéré responsable en

janvier du piratage du ministère de la Justice, et en septembre du centre hospitalier sud Francilien (CHSF) de Corbeil-Essonnes. Les données médicales publiées avaient même, durant quelques jours, été librement accessibles au moyen d'une recherche Google.

### • **Conforama également victime de chantage**

Mais les autres groupes cybercriminels ne restent pas inactifs pour autant. Jeudi, le groupe ALPHV a exigé du groupe Conforama une rançon, menaçant de diffuser plus de 1To de données dérobées au géant de l'ameublement. Et ces derniers jours, des centaines d'intérimaires d'Adecco ont vu leurs comptes bancaires prélevés de près de 50 € par une mystérieuse société. Cause ou coïncidence ? Les filiales sud-américaines de l'entreprise avaient été victimes d'une fuite massive en mars 2021.

« La météo n'est pas très bonne », avait euphémisé Guillaume Poupard le 15 octobre dernier sur France Inter. Selon le patron de l'Anssi (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), le nombre de cyberattaques aurait quadruplé entre 2020 et 2021, et été multiplié par huit entre 2021 et 2022.